

**Discours de M. Richard Ferrand,
Président de l'Assemblée nationale**

Hommage à Georges Mandel

Avant-première de la pièce de Jean-Noël Jeanneney

L'un de nous deux

Hôtel de Lassay – mardi 18 juin 2019 à 19h30

Seul le prononcé fait foi

Madame et Messieurs les ministres,

Monsieur le secrétaire général du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères,

Monsieur le délégué interministériel à la lutte contre le racisme,

Madame la questeure, chère Laurianne Rossi,

Mesdames et messieurs les députés,

Mesdames, messieurs,

Il y aura bientôt 75 ans, le 7 juillet 1944, en fin de journée, deux Tractions avant noires quittaient Paris, en route pour Vichy.

À leur bord, sept miliciens, flanqués d'un officier SS : ils convoyaient un grand républicain, ancien ministre, Georges Mandel, tout juste arrivé de sa déportation en Allemagne et qui se trouvait à la prison de la Santé. Officiellement, il s'agissait de le transférer au centre de détention de la Milice.

Sur la route de Nemours, en forêt de Fontainebleau, la première voiture ralentit, s'arrêta : le moteur semblait tombé en panne. La seconde Traction stoppa, elle aussi, et tout le monde descendit.

À ce moment, plusieurs coups de feu retentirent : l'un des miliciens, un tueur issu de la pègre que je ne veux pas nommer ici, venait de tirer, dans le dos, sur Georges Mandel qui s'effondra sur le sol.

Mandel vivait encore, pourtant, et l'assassin continua de tirer : « J'ai des ordres », lâcha-t-il à ses comparses. Au total, on retrouvera neuf balles dans le corps de Georges Mandel.

Et comme si l'horreur et la lâcheté de ce crime ne suffisaient pas, les miliciens prirent soin de mitrailler la Traction vide, dont la panne avait été simulée : la version officielle fut que la voiture était tombée dans une embuscade, autrement dit que Georges Mandel avait été tué par les balles perdues de ces résistants que le gouvernement collaborationniste de Pétain appelait « terroristes ».

Ce n'était pas assez de tuer, il fallait assassiner sous faux pavillon, pour faire endosser à la Résistance la mort d'un homme qui la soutenait depuis 1940. C'est à ce genre de manipulations qu'on reconnaît le totalitarisme, dans toute sa violence et sa perversité.

Le vrai terrorisme, on le voit, c'était la Milice du sinistre Joseph Darnand, qui cherchait des victimes expiatoires, au lendemain du Débarquement et de la mort de son propagandiste, Philippe Henriot – vraiment abattu par la Résistance quant à lui.

Mais pourquoi Mandel ? Pourquoi spécialement lui, en quoi cet homme qui avait voué son existence au bien public cristallisait-il ainsi les haines d'une extrême droite revancharde ? Blum, Daladier, Paul Reynaud, auraient pu connaître le même sort et la Milice en avait le projet ; mais Georges Mandel était la cible n° 1, parce qu'il était juif et qu'il incarnait, mieux que personne, le réformisme parlementaire.

Mandel était le nom de sa mère ; celui de son père, Rothschild, il y renonça d'emblée pour faire de la politique, alors même que sa famille n'avait aucun lien avec la célèbre dynastie de financiers. Les siens venaient d'Alsace, modestes tailleurs qui avaient combattu pour la France en 1870 et s'étaient repliés à Paris pour demeurer Français.

Pour le reste, Mandel n'était guère religieux et on comprend que, jeune homme, il ait été séduit par la République telle que la concevait Clemenceau : respectueuse de la liberté de conscience et des choix privés de chacun, mais laïque, strictement et passionnément laïque pour faire l'union de tous les enfants de France.

Adolescent pendant l'affaire Dreyfus, le jeune Rothschild-Mandel a vu les ravages de l'antisémitisme en action, les ferments de guerre civile et de destruction que comporte, par nature, toute conception nationaliste et identitaire de la nation.

Pour autant, ce jeune homme qui aimait la France ne se retrouvait pas dans les théories internationalistes ; et c'est pourquoi, le bac en poche, il rejoignit Clemenceau : comme journaliste d'abord, comme collaborateur politique ensuite, il apprit beaucoup, à la dure école du Tigre.

Avec Clemenceau, on pouvait être patriote et dreyfusard, juif et laïque.

Avec Clemenceau, on était républicain dans la plénitude du terme : on voulait la République avec un grand R, celle qui reprend à son compte les principes de 1789 pour les décliner au présent, celle qui s'adresse à tous au nom de l'égalité et qui croit au progrès comme facteur d'émancipation.

Cette République-là, Georges Mandel l'a servie toute sa vie. Chef de cabinet du « Père-la-Victoire », il contribuait à rendre l'Alsace-Moselle à la République.

Puis, la paix revenue, Georges Mandel à son tour est entré dans l'arène. Aux législatives de 1919, il est élu député de la Gironde, sur une « liste d'union nationale clemenciste » : tout est dit !

Battu en 1924, Georges Mandel ne désarme pas : il reconquiert un siège en 1928 et sera deux fois réélu, en 1932 et 1936. En ces années difficiles, où la France est rattrapée par la grande crise qui s'est déclenchée à Wall Street en 1929, le disciple de Clemenceau n'est plus un simple parlementaire, il accède aux responsabilités. Président de commission à la Chambre des députés, il entre au Gouvernement pour mettre en œuvre les réformes nécessaires à son pays.

Le 8 novembre 1934, le voici nommé « ministre des Postes, Télégraphes et Télécommunications ». Un département ministériel modeste en apparence, en comparaison de Clemenceau qui avait commencé par l'Intérieur...

« Machiavel a été nommé facteur », s'amuse un polémiste. Mais il n'est pas de petit ministère et celui-ci, compte tenu des mutations techniques qui s'amorçaient déjà, avait en réalité une importance particulière pour l'avenir de la République. Mandel le prit à bras-le-corps.

Impliquer les directeurs d'administration centrale dans la politique du Gouvernement, il le fit avant tout le monde, déplaçant quatre hauts fonctionnaires qui n'étaient pas capables de lui donner les statistiques du jour. Quant au secrétaire général, il supprima tout simplement son poste et s'installa dans son bureau...

Soucieux des droits des usagers, le ministre jouait parfois les clients-mystères, se présentant avec de grosses lunettes noires dans les bureaux de poste : quand le service était défaillant, il révoquait le chef, mais s'efforçait en revanche de motiver le personnel. Certes il demandait des efforts, installant même une permanence 24 h sur 24 au ministère, mais il obtenait des crédits en hausse et aucune grève ne vint interrompre son action.

Les syndicalistes lui en voulurent et quelques-uns vinrent pousser des huées, quand la victoire du Front populaire l'obligea à partir dans l'opposition.

Mais qui se souvient de ses successeurs, Jardillier, Lebas, Gentin, Jules-Julien ? Mandel, lui, a marqué les postes françaises de son passage en les modernisant, inaugurant les premières lignes aériennes intérieures de transport du courrier.

Surtout, en matière de télécommunications, il prend fait et cause pour le procédé inventé par Henri de France qui permet de transmettre à la fois des images et du son.

La télévision ! En 1934, cela semble encore de la science-fiction mais lui veut en avoir le cœur net et s'engage personnellement dans les essais. Les crédits alloués à l'inventeur ne suffisent pas pour créer un studio ? Qu'à cela ne tienne, il l'installe dans un local de son ministère, alors rue de Grenelle, tout près d'ici : et c'est ainsi que, le 26 avril 1935, à 20 h 15, la première émission télévisée française est diffusée, sous son impulsion directe.

Dans les années 1930, la télévision est encore un bien de luxe ; on ne compte en France qu'une centaine de postes récepteurs, presque tous à Paris ; mais Georges Mandel a tout de suite compris les changements profonds qu'induirait cette technique nouvelle et il n'a pas voulu que son pays passe à côté de l'innovation.

De même, en 1938, quand il devient ministre des Colonies, ce réformateur dans l'âme ne veut pas entériner les vieilles routines. Il rêve d'un Commonwealth à la française, s'efforce de développer les industries locales et obtient que les sujets coloniaux, même s'ils n'ont pas la nationalité française, puissent se présenter aux concours de Saint-Cyr et de Polytechnique.

Il jette les bases d'une armée coloniale puissante, fondée sur la conscription ; et, depuis l'Afrique du nord, il soutient en sous-main les républicains espagnols quand éclate la Guerre civile.

Lui qui, dès 1933, dénonce à la tribune le danger du nazisme, pressent que la France aura sans doute besoin de la profondeur stratégique que lui procure son Empire, en cas d'offensive hitlérienne. L'histoire lui donnera tragiquement raison, quand il sera trop tard.

« Les démocraties préparent la guerre quand elles la font », regrette-t-il amèrement. Lui l'a vue venir cette guerre, sans pouvoir convaincre. Quand elle éclate, on le trouve bientôt en première ligne.

Le 10 mai 1940 en effet, les troupes allemandes envahissent la Belgique et déferlent à travers la France. Remaniant son cabinet, Paul Reynaud appelle l'ancien chef de cabinet de Clemenceau au ministère de l'Intérieur, dans l'espoir de provoquer un choc psychologique sur l'opinion.

La carrière politique de Georges Mandel aboutit donc là où, dans le sillage de Clemenceau, elle avait commencé : place Beauvau. Il n'y restera qu'un mois : trop peu de temps pour renverser la situation, assez pour finir de se faire des ennemis mortels.

Refusant la capitulation, Georges Mandel fait partie des parlementaires qui embarquent à bord du *Massilia* pour le Maroc. L'ancien ministre des Colonies veut continuer la lutte depuis l'Empire, dont il connaît les ressources ; mais il est arrêté à Casablanca et sa vie ne sera plus qu'une série de détentions.

À Riom, au Portalet, en Allemagne, ce patriote intransigeant est présenté par la propagande pétainiste comme l'un des responsables de la défaite... Au lendemain de son assassinat, quand le médecin légiste reconnaît le ministre et avertit ses proches, sa fille Claude écrit au Maréchal une lettre si cinglante et si émouvante à la fois, que je voudrais vous en donner lecture :

« Monsieur le Maréchal, je suis une petite fille de France et, malgré mon jeune âge, je tiens à faire auprès de vous un résumé d'un peu de son histoire.

« Je m'appelle Claude Georges-Mandel et j'ai suivi mon père pas à pas dans la martyrologie que vous lui avez imposé pendant plus de quatre ans.

« J'étais à Bordeaux le 17 juin 1940, lorsque vous l'avez fait arrêter, quelques heures après votre arrivée au pouvoir, pour vous en excuser ensuite.

« J'étais en Afrique du nord quand vous l'avez fait traduire devant la justice militaire, dans l'espoir, sans doute, qu'il serait fusillé. « Je l'ai suivi à Chazeron où, malgré son non-lieu, vous l'avez fait incarcérer, dans son ignoble réduit de Pellevoisin, à Vals, dont le geôlier-chef Courrier s'est montré un valet si raffiné de vos consignes que vous l'avez décoré de la Légion d'Honneur.

« J'ai encore dans l'oreille votre voix condamnant, de votre propre autorité, mon père à la détention dans la forteresse du Portalet pour présomptions.

« Et je suis allée au Portalet.

« Je n'ignore pas qu'aucun juge ne s'est jamais présenté devant lui pour lui poser une seule question, faute d'éléments pour un interrogatoire.

« Mais j'ai dû le quitter quand vous l'avez livré à l'ennemi, fait inconnu dans l'histoire d'aucun peuple.

« Aujourd'hui que les événements ont parlé et ne lui donnent que trop raison, vous le réclamez à l'Allemagne, vous le faites revenir en France ; ceux dont vous êtes le chef suprême, ceux qui vous prêtent serment, s'emparent de sa personne désarmée et l'assassinent au coin d'un bois.

« Votre justice a passé et fait de moi une orpheline.

« Mais pour le repos de votre conscience, je viens vous dire, monsieur le Maréchal, que je ne vous en veux pas. Le nom que j'ai l'immense honneur de porter, vous l'aurez immortalisé ; grâce à vous, il brillera dans l'histoire comme un flambeau.

« Car il n'évoquera, ce nom, ni capitulation, ni trahison envers des alliés, ni soumission à l'ennemi, ni tous les mensonges d'une époque qui nous a fait tant de mal.

« Il servira d'exemple à la France et l'aidera à se retrouver – bientôt – dans le chemin de l'honneur et de la dignité. »

C'est bien ce qui s'est passé.

Il y a quelques jours, nous avons célébré le 75^e anniversaire du Débarquement et, en présence d'une importante délégation du Congrès des États-Unis conduite par Nancy Pelosi, les députés français ont voté une résolution exprimant la reconnaissance de la nation aux troupes alliées qui ont libéré l'Europe.

Dans la France d'après-guerre, le nom de Mandel fut salué, honoré, comme il le méritait. À l'emplacement même du crime, une stèle porte cette inscription : « Lorsqu'il fut tombé sanglant dans la poussière / Les mains de la Victoire ont fermé ses paupières. »

À Paris, son nom fut donné à une grande avenue, inaugurée en présence de Michel Clemenceau. Place Beauvau, une plaque immortalise le « patriote qui refusa la capitulation ».

Au Palais-Bourbon, c'est sur le monument au mort de la seconde guerre mondiale, salle des Quatre-Colonnes, qu'on lit son nom illustre.

Et dans l'hémicycle, comme les autres députés morts pour la France, il a sa plaque, sur le siège qu'il occupait à la fin de sa carrière : ironie ou enseignement de l'Histoire, c'est la plus à droite de toutes, montrant qu'on peut incarner la droite républicaine sans avoir aucune complaisance pour l'extrême droite.

Au moment où, en France et dans toute l'Europe, les discours populistes, nationalistes et antisémites osent rechercher une nouvelle audience, souvenons-nous de Georges Mandel. Et, à travers son destin, méditons sur ce que doit être la démocratie parlementaire : inventive, moderniste, courageuse, exemplaire.

Mandel est mort, mais son esprit est là qui nous inspire. Sa ligne de conduite, son exigence, sa lucidité, constituent autant de modèles pour tous ceux qui, au présent, en 2019, se sont donné pour tâche de faire avancer la société. À travers Mandel et son tempérament hors norme, ce n'est pas seulement un personnage historique que nous célébrons, c'est l'idée même de réformisme républicain que nous réaffirmons.

C'est pourquoi, saluant aujourd'hui la mémoire de Georges Mandel, l'Assemblée nationale a souhaité vous réunir pour un événement à son image. Rien de triste, rien de mortuaire, mais l'avant-première d'un spectacle qui sera créé à la rentrée au théâtre du Petit-Montparnasse. Une programmation audacieuse que nous devons au talent de Jean-Noël Jeanneney : je le remercie de nous en avoir réservé la primeur, et je salue ces passeurs d'histoire que sont, auprès de lui, Jean-Claude Idée, le metteur en scène, Christophe Barbier, Emmanuel Dechartre et Simon Willame, les comédiens.

Je terminerai en soulignant que cette représentation a lieu à une date hautement symbolique, le 18 juin.

En ce jour anniversaire de l'appel lancé sur les ondes de la BBC pour dire au monde que « la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas », comment ne pas songer à Georges Mandel qui, pressé par ses amis de partir à Londres, s'y refusa : « Il ne faut pas oublier que je suis juif », répondit-il, considérant qu'il ne pouvait quitter le sol français sans faire un cadeau à la propagande ennemie. Il resta donc, il lutta, jusqu'au martyre.

Dans la pièce que nous allons voir, Mandel parle avec Léon Blum. Il reste une autre pièce à écrire, cher Jean-Noël Jeanneney, c'est celle qui retracerait l'entrevue historique entre Georges Mandel et Charles de Gaulle, à Tours, le 13 juin 1940.

Au futur chef de la France libre, le ministre de l'Intérieur tint ce propos visionnaire : « De toute façon, nous ne sommes qu'au début de la guerre mondiale. Vous aurez de grands devoirs à accomplir, Général ! Mais avec l'avantage d'être, au milieu de nous tous, un homme intact. Ne pensez qu'à ce qui doit être fait pour la France... »

La conclusion, c'est Winston Churchill qui la donne : « Ah ! si j'avais pu faire sortir Mandel en juin 1940 », regretta-t-il encore en 1944. L'Histoire en a voulu autrement : écoutons ce qu'elle veut nous dire.

Je vous remercie, et suis heureux de laisser place à Georges Mandel et à Léon Blum.